



Conseil de sécurité

Distr. générale
16 septembre 2002
Français
Original: anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)

Note verbale datée du 13 septembre 2002, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) et a l'honneur de lui communiquer ci-joint les indications présentées par la Malaisie en application du paragraphe 6 de la résolution 1390 (2002) (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 13 septembre 2002, adressée
au Président du Comité par la Mission permanente de la Malaisie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Mise en oeuvre de la résolution 1390 (2002)

Paragraphe 2, alinéa a)

La Malaisie a adopté divers textes de loi qui prévoient des dispositions pouvant s'appliquer à la prévention et à la répression du financement d'actes terroristes. Des informations détaillées à ce sujet ont été fournies dans le rapport présenté par la Malaisie au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) (voir S/2002/35, annexe). Le présent rapport fournit des indications supplémentaires, en application de la résolution 1390 (2000) du Conseil de sécurité.

Selon les informations dont on dispose, il n'existe dans le pays ni fonds, avoirs financiers ou ressources économiques appartenant aux personnes, groupes ou entités mentionnés dans la résolution 1390 (2002), ni fonds provenant de biens leur appartenant ou contrôlés, directement ou indirectement, par eux. Conformément à la liste récapitulative publiée par l'Organisation des Nations Unies, les établissements financiers et bancaires situés sur le territoire national et à l'étranger ont reçu pour instructions de geler tous fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques appartenant à Oussama ben Laden, à des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi qu'aux Taliban et autres personnes, groupes ou entités qui leur sont associés.

Paragraphe 2, alinéa b)

Refus d'autoriser l'entrée ou le transit

Le Ministère de l'intérieur et les services et départements qui en relèvent sont attentifs à l'obligation qu'a le Gouvernement d'empêcher les personnes visées d'entrer sur le territoire malaisien ou de transiter par la Malaisie. Le Département de l'immigration communique à ses agents postés aux différents points d'entrée et de sortie du territoire des listes mises à jour publiées par l'Organisation des Nations Unies.

Les personnes appartenant à la catégorie d'immigrants interdite par la loi 1959/63 sur l'immigration peuvent se voir refuser l'entrée aux frontières ou points d'entrée de la Malaisie par le Directeur général du Département de l'immigration.

Paragraphe 2, alinéa c)

Armes et munitions

La loi de 1960 sur les armes régleme la importation, l'exportation, la réexpédition, la vente et la possession d'armes et de munitions. Elle prévoit des poursuites contre les auteurs de tels actes. La fabrication, la détention, la garde en dépôt, le maniement, le port et l'utilisation d'armes et de munitions ont été érigés en infractions par la législation nationale et sont strictement réglementés par la police royale malaisienne en vertu de la loi susmentionnée. En outre, la loi de 1971 sur les armes à feu (aggravation de peine) prévoit des peines aggravées pour les activités énumérées ci-dessus.

La Malaisie n'a aucun contact que ce soit avec les personnes ou groupes mentionnés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris en ce qui concerne la fourniture de conseils, d'une assistance et d'une formation techniques ayant trait à des activités militaires.
